

*Impôt sur le revenu***L'IMPÔT SUR LE REVENU**

MODIFICATION DE LA LÉGISLATION

La Chambre reprend l'étude de la motion de M. Lalonde: Que le bill C-139, loi n° 2 modifiant la législation relative à l'impôt sur le revenu, soit lu pour la 2^e fois et renvoyé au comité plénier.

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, je dirai en terminant que le bill C-139 tient compte des besoins et des problèmes des producteurs agricoles, comme l'autre bill dont je viens de parler. Je prie instamment tout ceux qui affirment se préoccuper du sort des agriculteurs et des autres, de donner leur appui au bill C-139 et d'approuver également de façon vraiment démocratique l'autre bill en question.

M. Epp: De quel bill s'agit-il?

M. Whelan: Du bill C-85, Canagrex. Ce bill a été conçu par des agriculteurs et il a reçu l'appui de beaucoup de personnes d'un bout à l'autre du pays.

M. Mayer: Ne parlez pas de démocratie quand vous nous imposez la clôture.

M. Whelan: Ce sont eux qui l'ont conçu, pas nous les gouvernementaux. Les organismes agricoles nous demandent de les aider à améliorer leur situation économique. C'est ce que nous cherchons à faire, c'est ce que nous voulons obtenir s'ils veulent bien nous le permettre.

J'ai vérifié la procédure suivie dans les autres Parlements démocratiques du monde entier, et j'ai constaté qu'à l'assemblée législative de l'Ontario, le premier ministre provincial, le chef de ce magnifique parti conservateur et de ce magnifique gouvernement ontarien, a jugé nécessaire d'attribuer le temps de parole. Il a même recouru à la guillotine pour faire adopter certains projets de loi par l'assemblée législative provinciale de l'Ontario. Si nous examinons le passé, nous constatons—et je pense que c'est pour des raisons d'ordre économique, pour ne pas gaspiller la main-d'œuvre ou les installations de la Chambre des communes—que les Libéraux ont été au pouvoir pendant les deux tiers du temps depuis la Confédération mais que le parti d'en face a recouru à la clôture, à la guillotine et à l'attribution de temps de paroles plus souvent que nous l'avons fait dans l'histoire de ce Parlement.

Des voix: Absurde!

M. Whelan: Si nous ne pouvons pas parvenir à un gentleman's agreement sur l'attribution du temps de parole, comme la mère des Parlements ou la mère de la démocratie le fait dans 90 p. 100 de tous les cas, il ne me reste pas d'autre choix. Moi qui détient un mandat de représentant élu depuis l'âge de 21 ans, je n'ai jamais vu, dans ma carrière politique, la démocratie aussi entravée que dans le cas de ce petit projet de loi qui porte sur Canagrex. Il n'est pas surprenant que nous ne puissions pas faire tout ce que nous devrions.

Que dit l'opposition? J'ai ici de vieilles lettres et de vieilles publications qui datent de l'époque où elle soutenait Canagrex. Il est surprenant de les lire et de comparer avec ce qu'elle a à dire aujourd'hui.

M. Mayer: Lisez-les, nous voudrions bien les entendre.

M. Whelan: Monsieur le Président, j'ai hâte d'en arriver au débat d'attribution de temps, je l'attends et j'en parlerai plus en détail à ce moment.

Des voix: Bravo!

M. John Thomson (Calgary-Sud): Monsieur le Président, entendre le ministre parler de démocratie parlementaire est quelque peu renversant. C'est une vraie blague que de le voir se lever pour se réclamer de la démocratie parlementaire.

M. Whelan: Vous n'y comprenez pas grand-chose.

M. Thomson: Vous ne comprenez rien à la démocratie parlementaire.

Des voix: Règlement!

M. Kelly: Vous ne savez pas.

M. Thomson: Est-ce vrai? Pour parvenir à un redressement économique rapide, le Canada a besoin d'un secteur privé qui consacre, tous ses talents à des décisions d'investissement, de production et de commercialisation. Savez-vous qui a dit cela? Le ministre des Finances (M. Lalonde), le 27 octobre dernier. Où est-il depuis deux semaines? Il est incroyable que le ministre ait eu l'audace d'intervenir à la Chambre en déclarant qu'afin de favoriser une relance économique rapide, le Canada a besoin d'un secteur privé qui concentre tous ses talents sur les investissements, la production et la commercialisation. C'est une remarque à laquelle il n'attache pas la moindre importance; de toutes façons, il ne sait même pas ce que cela veut dire et d'ailleurs, il s'en moque. C'est un partisan reconverti de la libre entreprise.

• (2120)

Des voix: Oh, oh!

M. Kempling: Alleluia, Marc.

M. Thomson: Voilà un homme qui à lui seul a détruit tout un secteur. Il devrait être très fier de lui. Il a détruit l'industrie canadienne du pétrole et du gaz. S'il est une chose qui le fera passer à la postérité et pour laquelle on se souviendra de lui jusqu'à la fin de ses jours, c'est bien pour avoir détruit le secteur pétrolier et gazier au Canada.

Un ministre des Finances doit avoir une certaine crédibilité. Il occupe le deuxième poste en importance au gouvernement. Après le premier ministre (M. Trudeau), le ministre des Finances doit être pris au sérieux par tous les secteurs de la société. Mais notre actuel ministre des Finances a détruit l'industrie canadienne du pétrole et du gaz et a ensuite l'audace de nous dire que nous avons besoin du secteur privé, en déclarant à ses collègues qu'il nous faut un secteur privé qui concentre tous ses talents sur les investissements, la production et la commercialisation. Permettez-moi d'insister sur la phrase «tous ses talents sur les investissements». Voilà un homme qui vient de faire fuir dix milliards de dollars du Canada. Ce sont des faits indéniables. Voilà un homme, notre ministre des Finances, qui a fait fuir dix milliards de dollars de capitaux et Dieu sait combien d'emplois, et qui prétend que nous devons concentrer toute notre attention sur les investissements, la production et la commercialisation. Comment peut-il affirmer de telles choses aux Canadiens avec une telle audace?

Honorables collègues, ne pouvez-vous pas esquisser un sourire? Ce que je dis doit bien vous amuser un petit peu, quand même?

M. Irwin: Et vos 400 p. 100 au cours de la dernière décennie? Comment osez-vous garder votre sérieux?

M. Thomson: Dans son exposé du 27 octobre dernier, le ministre a fait valoir que les Canadiens se rendent compte que